

VERS UNE MONDIALISATION DU

"FORDISME" ?

=====
Alain LIPIETZ

N° 8110 BIS

Suivi de "Marx ou Rostow"?

Communication au
Symposium International de SFAX

"DEPENDANCE ET INDEPENDANCE
DU TIERS MONDE FACE A
LA CRISE MONDIALE"

16 - 17 - 18 Avril 1981

VERS UNE MONDIALISATION

DU "FORDISME" ?

Excuse des dirigeants, hantise des syndicalistes, un spectre hante la vieille Europe : "l'industrialisation du Tiers Monde". Concurrente déloyale, elle serait la cause de la crise de l'emploi dans les vieilles industries. Pour d'autres au contraire, patronat dynamique des firmes exportatrices ou multinationales, économistes philanthropes, dirigeants de certains pays du Tiers Monde, le rééquilibrage des rapports Nord-Sud par le développement industriel de la périphérie serait à la fois l'issue de la crise et le commencement de la fin du développement inégal.

En fait, l'industrialisation du Tiers Monde à travers la mise en place d'une nouvelle division internationale du travail ne mérite sans doute ni cet excès d'honneur, ni cette indignité. Existe-t-elle, d'ailleurs, cette industrialisation ? Et le Tiers Monde, lui-même, existe-t-il comme un tout, à traiter en bloc sous le concept de "périphérie" ?

La réponse à cette question est non. Deux chiffres feront saisir l'absurdité d'une approche globale du Tiers Monde. Alors que le rapport des revenus par tête varie de 1 à 3 dans les pays du "Centre" (disons, l'O.C.D.E.), il varie de 1 à 27 dans le reste du Monde (hors pays de l'Est). Et cette tendance s'accroît avec la crise du Centre : on assiste, selon l'expression de C. OMINAMI et R. HAUSSMANN (1981), à une hétérogénéisation dramatique de la périphérie. Quel rapport entre le Koweït, le Mali et le Brésil ?

Ce qui est vrai en revanche, c'est que le régime d'accumulation capitaliste qui a marqué les "Trente Glorieuses" années de l'Après Guerre, régime qu'à la suite de Gramsci divers économistes français ont baptisé "fordisme", a d'abord creusé le contraste entre un centre obéissant à une logique interne, "autocentrée", cohérente par bloc (USA-Canada, CEE), sinon par pays, et une "périphérie" de plus en plus déconnectée de cette logique, quelle que soit la dynamique propre des différents pays qui la composaient. (S. AMIN (1973))

Ce qui est vrai aussi, c'est que la crise du régime central a été beaucoup plus nette et brutale que celle de la périphérie prise comme un tout. Alors que le taux de croissance du volume de la production industrielle des pays du centre chutait de 6,4% avant 1967 à 4,6%, puis à 1,6% de 1973 à 1978, dans les "Pays en Voie de Développement" ce même taux passait de 5% avant 1967 à + 7,1% depuis, sans rupture en 1973 (d'après le chiffre CEPII (1980)).

Peut-on dire dès lors que l'extension du fordisme au Tiers Monde, ou du moins à certains de ses pays, constitue un élément de l'issue de la crise actuelle du capitalisme, après en avoir été le ferment ? Quels pays pourraient en être les bénéficiaires (ou les victimes) ? et peut-on véritablement parler d'une "mondialisation du fordisme" ?

Pour répondre à ces questions, nous devons revenir sur l'analyse du fordisme, les modes de son extension hors du Centre et les contradictions de cette extension.

I - LE FORDISME CENTRAL ET SA CRISE

L'étude du fordisme est intrinsèquement liée à l'analyse de formations economico-sociales du Centre avec leurs vieilles traditions industrielles, où le rapport capital-salariat était stabilisé de longue date, et où le problème était de l'adapter en le tenant pour acquis (voir AGLIETTA (1977) pour les USA, B. CORIAT (1979) et les travaux CEPREMAP (1977,1980) pour la France, le courant "opéraïste" pour l'Italie). On ne doit jamais oublier ce point quand on parle de l'extension du fordisme hors de son "berceau", là où le problème devient la création ou la consolidation d'un rapport salarial.

1) Le Fordisme

Quand on parle de fordisme, on désigne deux choses historiquement et théoriquement jointes quoique relativement distinctes.

Le fordisme, comme mode d'accumulation du capital fondé sur le bouleversement continu du procès de travail, par incorporation du "savoir-faire ouvrier" dans le système automatique des machines. C'est ce qu'on appelle le "régime d'accumulation intensive", qui se caractérise par une hausse conjointe de la productivité apparente du travail et du volume de capital fixe par tête ("composition technique du capital").

La pré-condition de ce type d'accumulation est la systématisation par les méthodes de "l'Organisation Scientifique du Travail" du geste de l'ancien ouvrier de métier. Cette étape, appelée "taylorisme" du nom de son théoricien, approfondit la séparation entre conception et exécution, la polarisation entre techniciens et ouvriers spécialisés, au sein collectif de travail.

Toutefois, à l'intérieur des filières taylorisées puis fordisées, et en particulier de la plus caractéristique d'entre elles, la filière métallique, la présence d'ouvriers qualifiés reste indispensable à tous les niveaux, et surtout dans les segments "amonts" de cette filière, ceux où s'opère la fameuse "incorporation" : dans la fabrication des biens d'équipement industriel, machines outils, etc... (voir CEPREMAP (1980)). D'autre part, le taylorisme et le fordisme, même s'ils se présentent comme des formules pour mettre au travail des ouvriers sans qualification aucune (puisque le "savoir-faire" leur est communiqué sous forme de normes par le Bureau des Méthodes), suppose dans la réalité une implication et un savoir faire de l'ouvrier à son poste bien supérieurs à ce qui est théoriquement nécessaire ... et socialement reconnu.

En fait, il s'agit de méthodes de systématisation d'un savoir-faire ouvrier pré existant et toujours renouvelé, et de contrôle capitaliste de l'usage de ce savoir-faire dans la chasse aux "espaces de liberté" restés à l'ouvrier au sein du procès de travail.

Cette contradiction "dépossession/implication" est une des sources de la "crise du travail" dans les pays industrialisés (voir D. LINHART (1981)). Elle conduit à la recherche systématique de gisements de main d'œuvre en fait qualifiés mais déclassés par leur entrée dans les industries de main d'œuvre, comme les femmes (rompues aux activités de couture, etc ...) dans l'Ouest français, ou comme les ex-ouvriers des branches en déclin dans le Nord de la France (CEPREMAP (1980)). Elle conduit également aux tentatives de "néo-fordisme", qui consistent à tempérer le "contrôle direct" d'un peu "d'autonomie responsable" (selon la formule de A. FRIEDMAN (1977)).

Reste que, globalement, le fordisme permet une bipolarisation des qualifications. Ainsi, pour l'industrie française de 1975, les parts des ingénieurs et techniciens, des ouvriers qualifiés, des ouvriers spécialisés et manoeuvres, sont respectivement de : 8%, 36%, 33%. Pour les seules "industries d'équipements", c'est-à-dire pour les industries typiquement fordistes, les parts extrêmes montent à 13% et 36%, la part des ouvriers qualifiés baissant à 33% (CEPREMAP (1980)).

x Le fordisme comme mode de régularisation, d'adaptation continue de la consommation des masses aux gains de productivité, historiquement sans précédent, entraînés par l'accumulation intensive. Le problème de la réalisation, de l'écoulement des marchandises ainsi jetées massivement sur le marché avait débouché sur la grande crise des années 1930.

Après la guerre se sont mises en place des formes de régulations salariales dites "monopolistes" indexant le salaire nominal à la fois sur le prix de la vie et sur la productivité, et pré garantissant une extension de la demande finale à la mesure de celle de l'offre. (CEPREMAP (1977), LIPIETZ (1979)). Cette adaptation a entraîné une énorme mutation du mode de vie des salariés, sa "normalisation" et son intégration à l'accumulation capitaliste elle-même (GRANOU, BARON, BILLAUDOT (1979)).

2) La crise du fordisme

Le régime d'accumulation intensive sous régulation monopoliste peut, sur le papier, se prolonger indéfiniment ... à condition de respecter certaines équations. La hausse du pouvoir d'achat des masses populaires permet en effet d'écarter le spectre de la crise de surproduction. Mais la rentabilité des capitaux ne se maintient qu'à deux conditions :

- la hausse de la productivité dans la section reproductrice des biens de production doit compenser la hausse de la composition technique du capital, faute de quoi la part des immobilisations à rémunérer s'alourdit dangereusement :
- la hausse de la productivité dans la section des biens de consommation doit compenser la hausse du pouvoir d'achat des masses populaires, faute de quoi la part des salaires dans la valeur ajoutée s'accroît au détriment des profits.

Ces deux conditions ont été respectées grosso-modo pendant les années de "l'Age d'Or" de l'accumulation intensive de l'Après-guerre : en gros, toutes les variables fondamentales (productivité, pouvoir d'achat, capital fixe par tête, ont triplé ensemble en 20 ans (LIPIETZ (1979)). Mais à partir de la fin des années 1960 le ralentissement général des gains de productivité a rendu le développement du fordisme de plus en plus "couteux" (voir les chiffres cités pour les principaux pays industriels dans LORENZI J.H., PASTRE O, TOLEDANO J. (1980)), et les efforts des gouvernements et des patronats pour enrayer la hausse du pouvoir d'achat populaire (sous prétexte de "faire payer aux ménages" la hausse de la rente pétrolière) ont précipité la crise.

Certes, celle-ci prend dès lors la forme d'une crise de sous-consommation populaire (particulièrement nette en France dans le cas de l'automobile et du bâtiment : CEPREMAP (1980)). Mais le fond de la crise actuelle, contrairement au cas des années 30, ne réside pas dans la tendance à un excès d'offre sur la demande populaire. Il réside au contraire dans l'insuffisance du surplus, de la plus-value extraite pour une mise croissante de capital. Le problème n'est pas tant (pour le capital en général, pas pour chaque capitaliste en particulier, bien sûr !) de "trouver des débouchés" que d'accroître le taux d'exploitation. Et ce, dès la fin des années 60.

C'est sur la base de ce diagnostic qu'il faut poser le problème de la place du Tiers Monde dans la crise du fordisme.

II - LA PLACE DE "L'EXTERIEUR" DANS LA CROISSANCE DE L'APRES-GUERRE

L'effacement relatif de la classique "question des débouchés" dans le régime d'accumulation fordiste a des conséquences sur le commerce international qu'on ne saurait sous-estimer.

A l'aube du capitalisme en effet, le commerce capitaliste, F. BRAUDEL (1980) l'a récemment rappelé, est avant tout un commerce mondial. Les "superstructures capitalistes" flottent comme des grumeaux sur un océan d'économie naturelle. Le problème essentiel, pour les premières manufactures, c'est de trouver des clients, et ils les cherchent dans le monde entier. Si le développement capitaliste de l'Angleterre et la destruction de son agriculture féodale ou villageoise permettent un début d'autodéveloppement d'un marché capitaliste "interne", Manchester doit aller chercher dans toute l'Europe et jusqu'aux Indes des débouchés pour ses cotonnades. Vers la fin du XIX^e siècle, de célèbres polémiques (Lénine - Rosa Luxemburg - etc.) déchirent les marxistes, les uns soutenant que le développement cohérent des sections productrices offre à présent à la croissance capitaliste son propre débouché, les autres (dont R. Luxemburg) soutenant la nécessité des débouchés extérieurs. L'éclatement de la guerre de 1914 pour un nouveau partage du monde donnera raison à R. Luxemburg. La crise de sous-consommation de 1930 donnera encore une fois tort à ses adversaires. Mais cette

fois la généralisation du fordisme dans les métropoles impérialistes après 1945 changera complètement la solution du problème.

Jusqu'en 1914 en effet, "l'extérieur" apparaît comme un immense thermostat régulant la croissance capitaliste. Deux "fonctions" lui incombent : offrir des débouchés pour les produits finis de l'industrie capitaliste, offrir en échange des matières premières et ...des bras à exporter. Telle est "l'ancienne" division du travail impérialiste. Or, si la nécessité de trouver à bon prix des matières premières demeure, la question des débouchés se trouve résolue sur une base interne avec le développement de la consommation de masse dans les métropoles après 1945. Qu'on en juge.

En 1913, la part des exportations dans la production des produits manufacturés de la France est encore de 26 %. En 1959, elle sera de 18 %. Pour le Japon, la chute est plus spectaculaire : de 40 % à 23 %. Et pour la Grande Bretagne, elle est énorme : de 45 % à 19 %. En fait, dans tous les pays industriels, c'est vers le milieu des années 1960 que la part des exportations dans le P.N.B. atteindra son minimum historique (Voir MISTRAL (1977)). A ce moment, le solde des échanges de produits manufacturés des "Pays en Voies de Développement" (qui mesure essentiellement, alors, leurs importations nettes) est tombé à 7 % des échanges manufacturés mondiaux ! La part des exportations de produits manufacturés vers les P.V.D., dans la Production Intérieure Brute, est tombée à 2 % pour la C.E.E., 0,8 % pour les USA, 3,2 % pour le Japon ! Quant aux importations elles sont partout inférieures à 0,2 % !

Ainsi, contrairement aux idées reçues, on pourrait dire que le capitalisme est né de l'impérialisme, et pas l'inverse ! Et pourtant, à partir de 1965, c'est-à-dire dès le début de la crise du fordisme, la part du commerce international dans la production capitaliste recommence à croître.

Pour quelles raisons ? Deux, essentiellement, toutes deux correspondant aux causes de la crise latente du fordisme : la recherche de gains de productivité, et la recherche de zones de plus bas salaires.

La première raison vise à un authentique sauvetage du fordisme à travers ses propres ressources. Dans la mesure où, au sein du fordisme, la croissance de la productivité est couplée avec la croissance des débouchés via l'extension des séries et les économies d'échelle, un développement des échanges internationaux à l'intérieur du centre permet, à travers une interdépendance accrue des économies développées, de nouveaux gains de productivité. Ce "débordement" des systèmes productifs au-delà des frontières

nationales se développe par grands blocs (USA-Canada, C.E.E.) et touche même une "première périphérie" : les pays moyennement industrialisés du pourtour méditerranéen et oriental de l'Europe (la péninsule ibérique et les pays de l'Est). On retrouve le même phénomène au sud des USA et autour du Japon : nous y reviendrons.

Cette internationalisation à l'intérieur du Centre aura la très grave conséquence de fragiliser ultérieurement la régulation de la croissance, les efforts de chaque pays pour augmenter sa compétitivité au détriment de son pouvoir d'achat intérieur ayant pour conséquence de rétrécir globalement les débouchés mondiaux. Nous n'approfondirons pas ce point ici (voir CEPREMAP (1980)).

Plus intéressant pour notre sujet est le desserrement à la "première périphérie", qui correspond à un second objectif : la recherche de zones à plus bas salaire. En fait, il vise aussi un autre objectif : prendre pied dans des pays protégés par des barrières douanières. Mais d'un certain point de vue il n'est que le développement d'un mécanisme inhérent au fordisme : le déploiement de "circuits de branche" sur des bassins de main d'oeuvre inégalement qualifiée ... et rémunérée (LIPIETZ (1977)). C'est de cela surtout que nous allons nous occuper ici.

Le fordisme, du point de vue du procès de travail, se caractérise en effet par une disjonction des activités de conception et d'exécution déqualifiée avec le maintien d'une part minoritaire de fabrication qualifiée. La tentation est grande de déployer spatialement cette tripartition selon 3 types de régions, régions I : ingénierie et conception, régions II : fabrication qualifiée, régions III : montage déqualifié. Et c'est bien ce qui s'est passé sur l'espace interrégional français. Dans les industries d'équipement, toujours en 1975, la répartition des qualifications est telle que la part des ingénieurs et techniciens atteint la part des O.S. en Région Parisienne (21 %), alors que dans la région Centre elle n'en est que le sixième (8 % contre 46 %), les régions Nord, Rhône-Alpes, Alsace étant intermédiaires.

La délocalisation des tâches industrielles déqualifiées du fordisme vers les zones à encore plus bas salaire du Tiers-Monde (les pays développés se réservant les activités de "matière grise"), qui permettrait une hausse massive du taux de plus-value, est-elle donc une solution à la crise du fordisme ? Telle est la position de notre problème. Remarquons d'emblée qu'en l'absence d'une croissance massive des débouchés mondiaux, cette solution ne serait qu'une solution à la crise pour le capital, et non pas pour les travailleurs manuels du Centre, qui se verraient du coup largement réduits au chômage.

III - LIMITES ET REALITES DE L'INDUSTRIALISATION DU TIERS MONDE

Malgré les chiffres que nous avons rappelés dans notre introduction, malgré le fait de la croissance de la part des emplois industriels dans les P.V.D. entre 1960 et 1978 (de 5-15 % à 20-35 %), l'importance de ce phénomène reste contestée. Les arguments sont de deux types.

1) La faiblesse des investissements directs dans le Tiers Monde

A s'en tenir aux sources du F.M.I., les investissements à l'étranger (qui ne vont même pas tous dans les P.V.D., loin s'en faut : en fait ceux-ci ne représentent que 25 % du total !) restent en effet négligeables au regard des investissements internes des pays développés. De 1974 à 1977, et par rapport au P.N.B., ils oscillent autour de 3 pour 1000 pour la France, 5 pour la R.F.A., 6 pour les USA, 3 pour le Japon, soit un flux annuel stagnant de 6500 millions de \$ courants. Dans le même temps, la Formation Interne du Capital Fixe oscille autour de 23 % pour la France et la RFA, 14 % pour les USA, 30% pour le Japon. "L'exportation de marchandises" semble, comme au début du siècle, prédominer largement sur "l'exportation de capitaux" !

Mais en réalité ces chiffres sont illusoire. On a en fait assisté depuis 10 ans à la mise en place d'un "nouveau type de financement extérieur pour un nouveau modèle de croissance", selon l'expression de C. OMINAMI (1980). C'est ce que C. PALLOIX (1979) appelle "l'économie de crédit international". Le mécanisme est le suivant : les P.V.D. achètent les équipements industriels grâce à des crédits internationaux, de plus en plus d'origine privée.

Un exemple : celui de la Corée. Les investissements directs représentaient 82 % du flux d'entrées de capitaux en 1960 contre 18 % d'emprunts sur le marché financier international. Cette proportion s'inverse exactement en 1975, et c'est la même proportion (18-82) que l'on retrouve pour la "contribution" de la France à l'industrialisation du Tiers Monde en 1976 !

Reste à savoir si ce flux de devises, qui permet tout au plus l'achat de moyens de production aux pays développés, correspond bel et bien à une industrialisation, à une nouvelle division internationale du travail.

2) La faiblesse des réexportations vers les pays développés

C'est justement ce que conteste C. PALLOIX dans le texte cité, et encore plus dans une intervention récente (1981). Pour lui, les exportations de

biens d'équipement vers les P.V.D. ne sont "qu'absorption de marchandises, livrées comme telles". Elle ne fonctionneront pas comme capital fixe, faute de trouver sur place un "montage d'ouvrier social" capable de les faire fonctionner. En revanche, les dettes contractées devront être payées en produits bruts et main d'oeuvre émigrée ! Bref, on en reste à la "vieille division du travail" : des produits bruts contre des marchandises manufacturées. Le fait que leur valeur d'usage théorique soit d'être des moyens de production ne change rien à l'affaire : elles ne se différencient pas, macroéconomiquement, des armements !

Thèse séduisante et qui recoupe une grande part de vérité. L'exemple de l'Algérie évoquée par R. LINHART (1977) illustre bien les difficultés des tentatives d'industrialisation autonome. Par ailleurs, le CEPII (1981) parle de "ballon d'oxygène" pour désigner ces nouveaux débouchés que constituerait, depuis la crise, pour les pays développés, l'équipement des P.V.D. en biens de production.

Mais la démonstration globale que donne PALLOIX de la non-remise en cause de la D.I.T. est profondément insatisfaisante.

Il fait ainsi observer que la part des exportations de produits manufacturés des pays développés vers les P.V.D. est multipliée par 1,7 de 1963 à 1977 et reste bien supérieure à celle des importations, laquelle reste négligeable. Il oublie d'abord de signaler que la part de ces importations en provenance de ces P.V.D. est quand même multipliée par 4 dans cette même période, et surtout que le flux global se différencie profondément.

Tout d'abord, il faut souligner l'émergence de quelques pays, classés par le CEPII (1981) "Nouveaux Pays Industriels" : quatre asiatiques (Corée du Sud, Taïwan, Hong-Kong, Singapour) et deux latino-américains (Brésil, Mexique). Leur part dans les exportations manufacturées mondiales augmente au rythme de 2,3% par an de 1967 à 1977 (contre 2,1 % pour le Japon et la RFA, 1,5 pour la C.E.E., -2,9 pour les USA), pour atteindre 4,6 % du total mondial. Pendant ce temps, les "autres P.V.D.", hors O.P.E.P., voient leur part décroître au rythme de -2,6 %. En comptant les pays de l'O.P.E.P., qui représentent un autre "cas particulier", on assiste bel et bien à l'éclatement de l'ex-périphérie. Signalons que la part de ces N.P.I. dans les importations des USA atteint en 1977 15,5 %, et pour le Japon 17,3 %, contre 2 % pour la France (et déjà 6,3 % pour les "autres P.V.D."). Il semble que les USA et le Japon soient très avancés dans la délocalisation de leurs processus productifs : le "pire" est à venir !

Ce "pire" est d'emblée localisé, sectoriellement, et là où on l'attendait : dans les industries de main d'oeuvre, sinon fordiennes, du moins tayloriennes.

Tayloriennes en effet que ces industries de main-d'oeuvre à très légère composition du capital : le textile et l'électronique. De 1968 à 1978, la part des NPI dans les exportations mondiales est passée, selon le CEPII (1981) :

- de 4 à 16% pour le cuir et les chaussures,
- de 20 à 29% pour la confection et la bonneterie,
- de 4 à 22% pour les composants électroniques,
- de 2 à 15% pour l'horlogerie,
- de 4 à 13% pour l'électronique grand public.

Mais plus significative encore est la montée en puissance de pays comme la Corée et le Brésil dans les industries à moyenne composition du capital, tels les chantiers navals et l'automobile. Le Brésil, qui produisait un millième des automobiles mondiales en 1959, en produit 2,6% (800 000) en 1978, avec un solde exportateur (sur ses immatriculations) de 7% seulement.

On voit ici apparaître un nouvel élément : non seulement le fordisme s'étend comme procès de travail, mais il semble aussi s'étendre comme mode de consommation. Ce trait distingue d'ailleurs clairement le Brésil de la Corée. Si la seconde apparaît nettement comme une "base de production pour l'exportation", la part des exportations dans le PNB passant de 12% en 1968 à 36% en 1977, le Brésil semble connaître une croissance de son propre marché à la mesure de la croissance de sa production : le même ratio stagne entre 6 et 8%.

A l'évidence, comme le remarquent OMINAMI et HAUSMANN (1981), même au sein des NPI, il faut distinguer la mise en place de modes d'accumulation et de régulation différents, fondés sans doute sur des rapports salariaux différents.

IV - DES MODELES D'ACCUMULATION DIFFERENTS

Il n'est pas question, dans ce texte, d'entrer dans le détail des différents modes d'accumulation présents dans le ci-devant "Tiers Monde". Mais il n'est plus question de "partir du Centre" en ne définissant la périphérie que fonctionnellement par rapport à lui. Il faut considérer maintenant les pays de la "périphérie" pour eux-mêmes, comme des formations sociales, avec leurs rapports sociaux propres, et la politique propre de leurs classes dominantes. Seule une telle étude permet à chaque fois d'analyser les possibilités d'insertion des pays considérés dans un éventuel procès de "mondialisation du fordisme". Nous devons pourtant nous en tenir ici à quelques situations-types.

Dans un article récent, P. TISSIER (1981) distingue trois types d'accumulation industrielle pour le Tiers Monde :

- la "promotion d'exportation", aménagement de l'ancienne spécialisation dans l'exportation des matières premières industrielles et agricoles ;
- la classique "substitution d'importation" : monter de plus en plus sur place les biens de consommation autrefois achetés aux pays développés ;
- la "substitution d'exportation" (l'expression est de H. MYINT), qui consiste à produire des biens manufacturés en vue de les exporter.

Seuls les deux derniers types concernent clairement notre sujet. Quant à la politique des "industries industrialisantes", elle relève plus de la doctrine que de l'ordre des faits.

1) L'échec de la "première substitution d'importation"

Pronée de longue date comme stratégie de développement, et pratiquée dès les années 40 par des régimes populistes d'Amérique latine, puis, dans les années 50 en Corée comme à Taïwan, elle semblait condamnée sous sa forme pure dès les années 60. Il s'agissait de financer l'achat au Centre de biens de production "fordistes", grâce aux surplus agricoles ou à la rente minière ou pétrolière. De formidables barrières douanières (de l'ordre de 100% en Amérique Latine) permettraient alors de protéger le développement de la section productive des biens de consommation, à destination du petit secteur des classes moyennes internes. On espérait pouvoir ultérieurement "remonter la filière" vers les biens de production.

En fait, ce modèle de "sous-fordisme" se heurtait à trois obstacles.

* La dégradation des termes de l'échange, entre les produits bruts exportés et les biens d'équipement importés. Même aujourd'hui pour un pays exportateur de pétrole, comme le Venezuela, l'alourdissement progressif de la composition du capital avec la "remontée dans la filière" en amont du montage final s'accompagne d'une telle baisse de la rentabilité économique du capital importé que la croissance interne s'est essouffée malgré l'absence apparente d'une contrainte extérieure. (Voir HAUSMANN et OMINAMI (1981)).

* Faute d'une expérience industrielle préexistante, et mal encadrée, les jeunes classes ouvrières mises au travail sur les équipements importés ne pouvaient atteindre la productivité théorique du fordisme.

* L'étroitesse du marché intérieur, qui avait déjà bloqué la première vague d'accumulation intensive au Centre dans les années 20, interdisait de toute façon la mise en place d'un fordisme véritable.

Partout, cette première vague d'industrialisation se solde donc par un échec : lenteur du développement, endettement croissant, inflation, etc ... OMINAMI (1981) a décrit dans le cas du Chili la crise finale et la liquidation de ce modèle fondé sur le marché intérieur, avec la chute du gouvernement d'Unité Populaire en 1973. Dès 1969, les militaires brésiliens avaient quant à eux liquidé ces illusions populistes.

Pourtant, cette politique de substitution d'importation "première manière" devait laisser deux traces durables : un développement du capital local, au Brésil et au Mexique comme à Taïwan et en Corée, et surtout une classe ouvrière déjà plus expérimentée.

2) La substitution d'exportation : une "taylorisation sanguinaire"

Dans le courant des années 60, la tendance, d'abord implicite, d'une fraction du capital industriel des pays du Centre à "délocaliser" certains segments des industries fordistes vers les bassins de main d'oeuvre au meilleur marché possible va croiser la volonté de certaines classes dominantes locales de fonder leur stratégie de développement sur l'exploitation de cette "dotation naturelle" bien particulière. Il faut souligner la grande variabilité des pays concernés. Il peut s'agir de pays ayant interrompu ou infléchi une politique de substitution d'importation (Corée, Brésil), ou d'anciens comptoirs (Singapour, Hong-Kong). Certains, dans la classification du CEPII (obtenue par les méthodes de l'analyse des données) apparaîtront comme des "NPI", d'autres resteront de simples "PVD" (comme le Maroc, où se délocalise pourtant de plus en plus le textile et l'électronique français). Mais il faut souligner les traits communs à cette industrialisation.

* Il s'agit plus de "taylorisme" que de "fordisme". Ce qui est "délocalisé" ce sont des postes de travail parcellisés et répétitifs, mais non reliés par un système automatique de machines. L'appareillage est léger et individuel (machines à coudre de l'habillement, lunettes binoculaires et pinces de l'électronique). Bref, des industries de main d'oeuvre au sens le plus propre du terme.

Comme le souligne P. SALAMA (1980), même au sein de ces pays, le contraste est grand, quant à la composition du capital, entre les industries travaillant pour le marché intérieur et les industries exportatrices : le capital fixe par tête, en Corée (1974), est quatre fois plus faible dans les secondes pour l'ensemble des industries manufacturées, 23 fois plus faibles pour les machines électriques et électroniques, 192 fois plus faible pour le textile et l'habillement ! Contrairement à la "substitution d'importation", la "substitution d'exportation" ne coûte quasiment rien (en biens capitaux) au capital local ! Quant aux "méga-outils" correspondant aux segments les plus lourds des circuits de branches, ils restent localisés le plus souvent dans les pays du Centre, entre les mains de techniciens et d'ouvriers expérimentés. Mais qu'Ivan Illich se rassure : les micro-outils peuvent, dans le cadre de rapports sociaux déterminés, se montrer de parfaits instruments d'aliénation et d'exploitation de l'homme par l'homme.

Encore faut-il trouver la main d'oeuvre taylorisable. Or elle existe. Quoiqu'en pense PALLOIX, la classe ouvrière n'est pas la "seule dépositaire" du savoir-faire, de par son rapport à la production matérielle. Car depuis l'aube du patriarcat (chose au monde la mieux partagée), les femmes, exploitées, appropriées dans la production domestique, sont pliées à la double exigence des industries taylorisées : totale obéissance quant aux buts du travail, totale implication dans la réalisation de ce travail, et cela dans des activités très proches (quant aux gestes concrets) des deux branches-vedettes de la délocalisation : textile et montage électronique.

Dans une brochure malaise d'investissements, on peut lire :

"La dextérité manuelle de la femme orientale est renommée dans le monde entier. Elle a de petites mains et travaille vite avec un soin extrême. Qui, par conséquent, pouvait être mieux qualifiée par la nature et la tradition pour contribuer à l'efficacité d'une chaîne d'assemblage que la femme orientale ? (...) Les taux de salaires en Malaisie sont parmi les plus bas de la région et les ouvrières peuvent être embauchées pour environ 1,50 \$ U.S. par jour."

Et de fait, dans les "zones franches" asiatiques, les plus représentatives de ce type de "développement" (si on ose dire), la part des femmes atteint couramment 80%, avec des salaires du même ordre (2 dollars par jour). Des femmes jeunes (90% ont moins de 30 ans, 50% ont moins de 20 ans). Car on ne peut travailler longtemps, dans cet archipel de Goulags que constituent les zones franches. Pas seulement parce que ces jeunes femmes, qui avaient fui la misère ou la menace d'un mariage forcé, tombent enceintes (ce qui entraîne le renvoi par les firmes ... et l'expulsion de Singapour en ce qui concerne les Malaises) mais parce que le fondement de ce modèle est l'entorsion du maximum de plus value dans le minimum de temps, le réservoir de main d'oeuvre étant inépuisable, si on compte "l'arrière pays des NPI", la Thaïlande, les Philippines, l'Indonésie, et maintenant la Chine Populaire.

* Une exploitation "sanguinaire" : telle est en effet la seconde caractéristique de ce modèle. "Sanguinaire" au sens où Marx parle de la "législation sanguinaire" qui a permis la mise en route de l'accumulation primitive dans l'Angleterre du XVIII^e siècle. (Ce qui ne veut pas dire, loin de là, que la Corée par exemple suive le "modèle anglais" : il ne s'agit pas d'un centre en formation, mais de la délocalisation vers la périphérie de segments d'un dispositif central).

Qu'ils étudient l'Asie ou le Brésil, SALAMA, TISSIER, G. MATHIAS (1981) constatent partout le même fait : la mise en place d'une stratégie de "substitution d'exportation" implique toujours le blocage à un très bas niveau ou la diminution drastique du niveau de vie des travailleurs (cas du Brésil, aujourd'hui du Chili), à travers des mesures centralisées (blocage des salaires plus inflation). D'une façon générale, ces auteurs soulignent le rôle de l'Etat dans la gestion de la force de travail. Rôle réglementaire (législation, ou plutôt absence de législation sociale, mise en place des zones franches), rôle répressif (démantèlement des organisations syndicales par le contrôle policier et une politique systématique d'emprisonnement et de tortures plus ou moins sélectives), rôle d'enrégimentement (cas de la Corée, qui à la faveur de la guerre du Viet-Nam s'est dotée d'une véritable armée d'ouvriers exportables vers les grands chantiers de travaux publics).

Les résultats sont à la hauteur des moyens mis en oeuvre : une hausse sensible du taux de plus value, contrastant avec sa stabilité dans le régime "fordiste" central. Cette hausse est due au "ciseau" entre la stagnation du pouvoir d'achat réel et la hausse de la productivité apparente. Hausse de la production par tête qui n'est d'ailleurs pas tant obtenue au niveau horaire qu'au niveau annuel, par l'allongement de la journée de travail, la production de plus value absolue. En Corée, 30% des ouvrières travaillent plus de 15 heures par jour. Dans ces conditions, les accidents de travail se multiplient (les invalidités augmentent au rythme de 17% l'an depuis 70). On comprend dès lors que les ouvrières soient éliminées des entreprises après l'âge de 30 ans. De toute façon, leurs yeux, leurs mains, ne répondent plus aux normes. Elles retombent alors dans le "secteur traditionnel" ou la prostitution.

Un tel modèle d'accumulation, malgré son extrême rentabilité, reste cependant cantonné dans d'étroites limites.

Au niveau mondial tout d'abord : ces enclaves du XIX^e siècle sur certains segments des branches du XX^e siècle ne font qu'augmenter ponctuellement le plus value extraite sur des segments somme toute très minoritaires de l'immense tissu productif mondial. Certes, cela permet une hausse de la rentabilité des capitaux extérieurs investis dans ces enclaves, ou (beaucoup plus généralement) des firmes multinationales qui sous-traitent ces maillons du circuit de leur branche à des capitalistes locaux. En 1974, selon SALAMA, les conglomérats japonais contrôlaient déjà 40% du commerce extérieur de la Corée, et 56% de celui de Taïwan. En 1971, 80% des exportations électroniques du Brésil, 90% pour le Mexique, constituent du "commerce captif", c'est-à-dire entre commanditaires et sous-traitants.

Mais cela ne résoud aucun des grands problèmes macroéconomiques de l'accumulation mondiale. Le mode de production, le modèle de consommation mondial, restent invariants. On se contente de délocaliser certaines productions sans augmenter la demande mondiale : soit, pour une branche comme le textile, dont les débouchés sont stagnants, un jeu à somme nulle dont le perdant est l'emploi au Centre . D'où les réactions protectionnistes, qui ont freiné brutalement la croissance des exportations textiles des PVD et NPI.

Quant aux classes dominantes locales, elles savent bien qu'elles ne peuvent rester éternellement les gardes-chiourmes de bagnes capitalistes. Si le modèle nous ramène au XIX^e siècle, les classes ouvrières ne tarderont pas à reparcourir les trajectoires correspondantes. D'autant que, le modèle se heurtant très vite aux limites de l'emploi disponible sur place et faisant appel de plus en plus à une main d'oeuvre immigrée, la question sociale se double vite d'une question urbaine et d'une question raciale. Après avoir tenté de résoudre le problème par des méthodes toutes aussi "sanguinaires" (stérilisation forcée des malaises, etc ...), les états-comptoirs cherchent aujourd'hui à relever le niveau technologique de leurs exportations par une politique de hausse des salaires, tout en sous-traitant les productions de main d'oeuvre à leur arrière-pays. Quant aux états peuplés (Taiwan et la Corée), dont les classes dominantes ont la charge d'instaurer un régime d'accumulation et un bloc hégémonique (au sens gramsciste du terme) pas trop incohérents, ils doivent nécessairement tenter de rejoindre le Brésil dans une tentative de substitution d'importation nouvelle manière, que nous appellerons "fordisme périphérique".

3) Le "fordisme périphérique" et sa crise

Que ce soit sur la base d'une ancienne politique de substitution d'importation, ou grâce à une politique de substitution d'exportation doublée d'une politique de promotion d'exportations classiques, certains "NPI" disposent dès le début des années 70 d'un capitalisme local non négligeable et surtout d'une classe moyenne conséquente.

Pour SALAMA, cette couche (le premier décile après les 5% les plus riches) s'est considérablement gonflée en 15 ans et absorbe, avec la bourgeoisie locale, la quasi totalité des biens durables. Elle aussi s'est enrichie sur la plus value extraite du secteur exportateur, mais cette plus value joue un rôle différent ; au lieu d'être captée, dans le modèle précédent, par les firmes multinationales, elle alimente un marché petit-bourgeois local.

Dès lors s'ouvre la possibilité d'une relance de la politique de substitution d'importation, selon deux axes.

- La remontée de la filière vers l'amont des branches exportatrices : ainsi la Corée exporte à présent des machines textiles, après avoir conquis son marché intérieur.
- La remontée de la filière vers l'amont des biens de consommation du marché intérieur, tout en continuant ou en élargissant l'exportation de ce type de biens. C'est-à-dire essentiellement : vers les "industries de process" des matériaux de construction (ciment) et surtout, en deça du simple assemblage final, vers l'automobile et l'équipement des ménages.

Le cas de l'automobile (analysé en détail dans le rapport CEPREMAP (1980)) est exemplaire de la logique combinée de ce nouveau "fordisme périphérique" : substitution d'importation, plus substitution d'exportation.

Le montage et l'assemblage d'automobiles dans les "régions de type III" externes aux pays du centre se heurtaient en effet à une difficulté : la nécessité d'une certaine part de main d'oeuvre qualifiée et plus généralement d'une certaine expérience industrielle chez les O.S. masculins, et, par ailleurs, la nécessaire proximité de marchés importants (car les autos ne se transportent pas comme des calechettes ou des T-shirts). Un bassin de main d'oeuvre de type III idéal pour l'automobile est un bassin :

- à très bas coût de reproduction de la force de travail
- mais à proximité des marchés
- et disposant quand même de travailleurs qualifiés.

Selon la logique fordiste, qui impose un couplage de la norme de consommation locale (donc du salaire) et de la productivité, c'est la quadrature du cercle. Sont en effet exclues les régions sises dans des économies "trop" dominées ... faute d'un marché local suffisant. Compte tenu des coûts de transport, et de la part quand même relativement faible du coût de la main d'oeuvre, il est exclu d'utiliser les bassins de main d'oeuvre du Tiers Monde comme de pures "bases réexportatrices", quel que soit pour les firmes l'avantage relatif offert par les très bas salaires. En s'en tenant à ces simples considérations, deux formes "pauvres" de délocalisation semblent dès lors possibles :

- La substitution, aux exportations de véhicules, de collections de pièces détachées (Completely Knocked Down) qui seront assemblées dans le Tiers Monde pour les petits marchés des classes dominantes locales. Le bilan est défavorable en termes de coûts, à cause de la perte d'économies d'échelles, de coûts de conditionnement, etc ... Mais l'exigence, par les pays importateurs, d'emplois de montage sur place, interdit souvent toute autre forme d'exportation : et c'est sans doute la raison déterminante de cette forme de délocalisation.
- L'utilisation marginale de bassins d'emploi à basse rémunération, géographiquement situés à proximité d'un marché central, comme base de montage de voitures légères en vue de la réexportation vers le Centre. Ainsi, des 2 CV Citroën montées en Galice qui seront vendues en France ...

Mais deux "percées conceptuelles" d'ores encore une fois ... à Ford devaient renouveler complètement les données du problème dans les années 70.

Tout d'abord, le déploiement de la branche à l'intérieur de l'Europe du Nord-Ouest, par grandes unités produisant un type d'organe standardisé pour tout le marché continental, permettait déjà de considérables économies d'échelles. Dès lors, ce n'est plus l'assemblage final, mais le montage (voir l'usinage) des organes, donc surtout le montage-mécanique (moteurs, boîte, ponts, etc ...) qui devient le segment par excellence de la "délocalisation". Pour une telle délocalisation, la proximité des marchés, le bas prix régional, les économies d'échelles, et surtout les avantages concédés par les Etats "bénéficiaires" de l'établissement, viennent se combiner dans le choix de la localisation.

Mais le dispositif serait resté interne à l'ensemble des pays industrialisés sans le développement d'un nouveau type de pays : les pays industriels dominés. L'émergence, dans les années 60-70, de pays s'intégrant techniquement aux circuits de branche mondiaux du fordisme sans pouvoir en maîtriser la logique dans un cadre national autonome, et notamment sans accéder à son mode de régulation sociale, venait résoudre la contradiction évoquée plus haut. Là coexistaient une classe ouvrière et des éléments d'encadrement, disponibles pour le fordisme, sans le niveau de vie qui aurait accru les salaires ouvriers, mais avec déjà un marché de classes moyennes important. Il s'agissait pour la plupart de régimes totalitaires : les pays d'Europe de l'Est, l'Espagne de la fin du Franquisme, le Brésil, etc ... , des pays de la "première périphérie" ou des "NPI" qui émergeaient de la "grande périphérie".

L'ennui était que ces pays exigeaient en général, par souci du développement national, un fort taux d'intégration, c'est-à-dire la part la plus élevée possible de fabrications locales dans le produit. A la limite, ils attendaient des firmes qu'elles leur installent une industrie nationale. Or la plupart de ces pays avaient un marché interne trop petit pour que la perte d'économies d'échelle compense les avantages de fabrication locale.

En fait, la "délocalisation" dans ce genre de pays fut au début contrainte et forcée : c'était le seul moyen de ne pas perdre leur marché. Et par ailleurs, les usines "clés en main" restent un très important marché d'exportation pour deux branches adjacentes, dans lesquelles les firmes automobiles sont souvent impliquées : l'ingénierie et la machine-outil.

Cette fois encore, Ford réalisa la nouvelle "percée", par son accord avec l'Espagne qui jeta les bases d'une nouvelle conception de la délocalisation :

- ni pure substitution d'importation pour un marché local insuffisant,
- ni pure base réexportatrice (ce que les coûts de transport ne justifieraient pas), mais une combinaison des deux :
- s'appuyer sur un marché local en expansion malgré la faiblesse de la norme de consommation ouvrière,
- négocier avec l'Etat une baisse du taux d'intégration (donc éviter la dispersion des fabrications) en échange du projet clairement arrêté d'utiliser des établissements comme base réexportatrices massives pour certains organes.

Le "décret d'intérêt préférentiel" de 1972, dit "loi Ford", abaisse le taux d'intégration minimale de 95% à 66%, en échange de quoi le constructeur doit s'engager à réexporter 2/3 de sa production, et limiter à 10% sa croissance des ventes en Espagne. De plus, de grandes facilités d'importation de machines-outils sont accordées.

Grâce à ce décret, et au bénéfice des firmes U.S., l'Espagne va devenir (quand la General Motors aura implanté ses établissements) la grande "région III" de l'industrie automobile européenne. Au Portugal, Renault a négocié une variante de la "loi Ford" espagnole. Quatre usines de moteurs et de voitures seront élargies ou construites (13 000 emplois). Le gouvernement portugais accorde de fait une certaine protection à la conquête du marché local par la filiale de Renault (qui passera de 12 à 30 ou 40%). Mais sur les 300 000 moteurs qui seront produits, les 3/4 seront réexportés vers l'Europe du Nord. Plus généralement, les constructeurs estiment que cette nouvelle stratégie de délocalisation concernera dans 10 ans 15% de la production mondiale.

Ce qui correspondra à 15% d'emplois de fabrication en moins dans les centres industriels. Ces emplois ne seront compensés que partiellement par des emplois tertiaires de conception dans les "régions de type I". Mais à volume constant le solde sera largement négatif.

Qu'on ne s'étonne pas de voir traiter ensemble des cas aussi variés que la Pologne, l'Espagne ou le Portugal, et le Brésil. Nous l'avons dit : la notion de Tiers Monde comme opposée en bloc aux pays industriels de l'Est et de l'Ouest ne nous paraît plus pertinente. Partiellement, certains NPI, certains pays de l'Est, comme auparavant certains pays peu industrialisés quoiqu'euro-péens, tentent actuellement de s'aggraver de cette manière au schéma d'accumulation du "fordisme central".

Or cette tentative, dont la réussite apparente semblait acquise il n'y a pas plus de 4 ans, à tel point que l'on parlait déjà à propos de certains de ces NPI "d'impérialisme-relais" (cela concernait le Brésil, l'Iran, le Nigéria) est elle aussi très gravement menacée. Car elle cumule tous les facteurs de crise du fordisme central, et y ajoute ceux de l'appartenance à la périphérie.

D'abord, on retrouve le vieil obstacle à la première politique de substitution d'importation : l'alourdissement du capital dès que l'on remonte les filières fordistes en amont du montage final. Cet alourdissement est devenu tel qu'il met en crise le fordisme central : à plus forte raison des nouveaux venus, qui ne trouvent même plus un marché mondial en expansion pour rentabiliser leurs coûteux investissements importés. Le Brésil est aujourd'hui l'un des pays les plus endettés du monde après la Pologne, qui a choisi un régime d'accumulation au fond assez semblable. La Corée du Sud est le second pays endetté d'Asie après l'Indonésie.

Ensuite, la multiplicité des types de rapports salariaux requis par les différentes logiques qui se combinent dans ces pays du "fordisme périphérique" empêche la stabilisation d'un système hégémonique politico-culturel. Prenons l'exemple brésilien.

On y rencontre (au moins) trois types de salariés.

- Les ouvriers "préfordistes" de l'automobile. "Préfordistes" en ce sens qu'ils sont loin d'avoir obtenu les avantages sociaux correspondants, mais ont déjà conquis, de par leur existence collective dans l'usine, de par la "rigidité" que leur confère leur position dans le processus productif, les moyens qui avaient permis à leurs prédécesseurs français et italiens d'arracher ces avantages. Malgré le turn-over important imposé par le patronat, malgré la répression policière, le syndicalisme se (re)construit, et d'ores et déjà ces ouvriers bénéficient de hauts salaires relatifs (SALAMA (1980), MATHIAS (1981)).
- Les ouvrières soumises à la "taylorisation sanguinaire" dans l'électronique et le textile ne connaissent qu'un sort guère meilleur que celui de leurs consœurs asiatiques.
- Mais il existe bien pire : l'ouvrier agricole du secteur de la "promotion d'exportation", en particulier dans la canne à sucre, tel que l'a décrit R. LINHART (1980). Il s'agit là d'un secteur proche de l'esclavage, où des adultes et des enfants rebougris par la faim travaillent pour moins de 1 franc par jour.

Loin de constituer trois secteurs "en retard" les uns sur les autres, ces trois types de salariat forment un tout. Car le second et le troisième permettent le financement des investissements du premier, et le troisième est la condition de l'aisance des classes moyennes. Par exemple, la fabrication de carburant à partir de la canne, qui doit se substituer massivement à l'essence, n'est rentable qu'à condition que soient préservés les rapports sociaux décrits dans Le sucre et la faim. Mais ces rapports ne peuvent être maintenus qu'au prix d'une dictature "sanguinaire", elle-même contradictoire avec les formes syndicales normalement compatibles avec le fordisme, comme avec les aspirations des nouvelles classes moyennes. Contradiction qui avait, dans les années 70, abouti en Europe du Sud à la "crise des dictatures" (POULANT ZAS (1975)).

Or, les expériences espagnoles et portugaises l'ont montré, la levée de la répression politique entraîne rapidement une perte de la compétitivité internationale fondée sur des rapports sociaux très avantageux pour le capital : d'où la crise économique qui suit rapidement "l'ouverture démocratique". Mais inversement, l'expérience iranienne montre ce qu'il en coûte de ne pas pratiquer assez tôt cette ouverture. Et de toutes façons, la crise économique que connaissent actuellement le Brésil comme la Corée, après les explosions sociales (grèves et insurrections localisées) de l'an dernier, font douter d'une "voie moyenne" pour le fordisme périphérique.

* * *

Lors de la recherche menée l'an dernier au CEPREMAP sur le redéploiement industriel, un cadre supérieur de Renault nous rappelait la liste des pays qui, il y a encore quelques années, apparaissaient "intéressants" aux constructeurs automobiles parce qu'ils semblaient pouvoir réunir les conditions de ce que nous avons appelé ici "fordisme périphérique" : Mexique, Brésil, Espagne, Algérie, Nigéria, Turquie, Iran, Corée du Sud, plus quelques pays de l'Est comme la Pologne.

Je laisse au lecteur le soin de méditer cette liste. Pour ma part, je conclurai que si "mondialisation du fordisme" il y a, alors il s'agit de la mondialisation de la crise du fordisme.

Alain LIPIETZ

- AGLIETTA M. 1977
Régulation et Crise du capitalisme, Calmann-Lévy, Paris
- AMIN S. 1973
Le développement inégal, Minuit, Paris
- BRAUDEL F. 1960
Civilisation matérielle, Economie et Capitalisme, A. Colin, Paris
- CEPII 1980
"Spécialisation et adaptation face à la crise" par LAFAY G.,
FOUQUIN M., De MAUTORT L., Economie Prospective Internationale
N° 1, La Documentation Française, Paris
- CEPII 1981
"Redéploiements géographiques et rapports de forces industriels",
Economie Prospective Internationale, La Documentation Française,
Paris.
- CEPREMAP 1977
Approche de l'inflation : l'exemple français, rapport CORDES par
BENASSY J.P., BOYER R., GELPI R.M., LIPIETZ A., MISTRAL J., MUNOZ J.,
OMINAMI C., Paris, Mimeo.
- CEPREMAP 1980
Redéploiement industriel et espace économique : une étude intersec-
torielle comparative, rapport DATAR par J. FAFONT, D. LEBORGNE et
A. LIPIETZ, Paris, Mimeo.
- CORIAT B. 1979
L'atelier et le chronomètre, Christian Bourgois, Paris
- FRIEDMAN A. 1977
Industry and labor, Mac Millan, London,
- GRANOU A., BARON Y., BILLAUDOT B., 1979
Croissance et Crise, Maspéro, Paris,
- HAUSMANN R., OMINAMI C., 1981
The realization of the oil rent : a preliminary study of the vene-
zuelan example 1946-1979, Mimeo CEPREMAP N° 8101, Paris.
- LINHART D. 1981
L'appel de la sirène, Sycomore, Paris
- LINHART R. 1977
"Le transfert des technologie et ses contradictions", Revue française
d'administration publique, N° 4, Octobre
- LINHART R. 1980
Le sucre et la faim, Minuit, Paris
- LIPIETZ A. 1977
Le Capital et son Espace, Maspéro, Paris.
- LIPIETZ A. 1979
Crise et inflation : pourquoi ?, Maspéro, Paris
- LORENZI J.M., PASTRE O., TOLEDANO J., 1980
La crise du XXè siècle, Economica, Paris.
- MATHIAS G. 1981
"Tranfert de technique et transfert de théories : du "duälisme" du
marché du travail aux nouvelles formes de résistance ouvrière en
Amérique Latine", Critiques de l'Economie Politique, N° 14, Janvier,
Maspéro, Paris.
- MISTRAL S. 1977
"Compétitivité et formation de capital en longue période", Economie
et Statistiques, N° 57, Février.
- OMINAMI C. 1980
"Un nouveau type de financement extérieur pour un nouveau modèle de
croissance : l'exemple du Chili", Problèmes d'Amérique Latine, La
Documentation Française N° 4599, Paris.
- OMINAMI C. 1981
Sous développement et régulation économique, Mimeo, CEREM, Paris.
- OMINAMI C., HAUSMANN R., 1981
Crisis: Internationalización, Mimeo C.E.R.E.M., Paris
- PALLOIX C. 1979
"Les firmes transnationales d'origine françaises implantées dans
le Tiers Monde et l'économie de crédit internationale", La France
et le Tiers Monde, P.U.G., Grenoble.
- PALLOIX C. 1981
De la socialisation, F. Maspéro, Paris.
- POULANTZAS N. 1975
La crise des dictatures, Maspéro, Paris.

SALAMA P. 1980

"Recherche d'une gestion libre de la force de travail et divisions
internationales du travail", Critiques de l'Economie Politique N° 13,
Octobre, Maspero, Paris.

TISSIER P. 1981

" L'industrialisation dans huit pays asiatiques depuis la fin de la
seconde guerre mondiale" et "Conditions de travail et zones franches
d'exportation dans quelques pays d'Asie", Critiques de l'Economie
Politique N° 14, Janvier, Maspero, Paris.

MARX OU ROSTOW ?
A PROPOS DE "IMPERIALISM,
PIONEER OF CAPITALISM"
DE B. WARREN

NLB AND VERSO ED., LONDON, 1980

Quand la New Left Review attira mon attention sur le livre de B. Warren, pratiquement inconnu dans les pays de langue romane, je crus d'abord reconnaître, à la lecture de la chaleureuse introduction de J. Sender, plusieurs des thèmes que j'avais cherché à illustrer dans mon intervention sur la "mondialisation du fordisme"⁽¹⁾. Malheureusement, si le livre de Warren a l'immense mérite de mettre le doigt sur un certain nombre de réalités massives auxquelles les marxistes des pays dominés doivent aujourd'hui se confronter, les conclusions qu'il en tire, et même la méthode avec laquelle il aborde ces "faits", m'ont fait dresser les cheveux sur la tête.

Oui, il y a beaucoup de vrai dans le livre de B. Warren

Il est vrai qu'il faut en finir avec une critique normative de "développement", pas assez juste, pas assez équilibré, pas assez autonome, etc... etc... Il est vrai que, si "l'âme vivante du marxisme est l'analyse concrète de la situation concrète" (Lénine), il est prioritaire d'étudier les pays du Tiers-Monde tels qu'ils sont, avant de rêver à ce qu'ils devraient être (encore que Warren ne fasse guère avancer la réalisation d'un tel projet)

Oui, il est vrai que le "best seller" de Lénine lui-même, "L'impérialisme, stade suprême du capitalisme", était en fait déjà un mauvais livre, une analyse complètement erronée des tendances de l'impérialisme, comme d'ailleurs du capitalisme, lequel s'est allègrement chargé de le démentir en volant de nouveau stade en nouveau stade jusqu'aux glorieuses années 1960 (moyennant, sans doute, quelques guerres et autres monstruosité que Warren omet).

Oui, il est vrai que la critique morale de l'impérialisme n'est pas en soi une critique du capitalisme, et que l'"anti-impérialisme" a trop longtemps servi de masque démagogique aux projets de développement d'une bourgeoisie locale moderniste, libérale ou étatiste (encore qu'on eût aimé une critique aussi vigoureuse des "laquais" du capital étranger).

Oui, il est bon de rappeler la primauté des causes internes, et que les élites locales sont les principaux responsables de l'état de leur pays, la "dépendance" ne se perpétuant que sur la base d'une situation interne (encore que Warren eût pu mentionner les interventions militaires extérieures, qui ont quand même suffisamment occupé l'actualité des trente cinq dernières années).

Oui, il est vrai que, quoi qu'on en ait dit, le capitalisme et avec lui l'industrialisation se développent rapidement dans les pays "dominés" (certes, pas dans tous, et pas si heureusement que Warren le dit).

Oui, il est vrai qu'on ne peut plus appréhender le Tiers Monde comme un tout homogène, justiciable d'une critique uniforme du "développement dépendant", encore moins du "développement du sous développement".

Oui, malgré ces "oublis" que l'on pourrait mettre au compte de la polémique, les thèses de Warren feraient un excellent pamphlet. Malheureusement, ce n'est pas un pamphlet. C'est un livre, documenté, argumenté, décortiquant les thèses adverses, présentant une nouvelle approche qu'il prétend étayer d'une considérable érudition. Nouvelle approche ? Non, c'est l'approche marxiste elle-même qu'il prétend nous rendre dans sa pureté. Dès lors, c'est selon des critiques théoriques et politiques rigoureux qu'il convient de juger une oeuvre dont l'impact risque d'être considérable. On ne peut se contenter de sourires compréhensifs devant quelques "outrances verbales" et "provocations inutiles". Le livre de Warren doit être lu mot à mot, car ses arguments sont, seront utilisés mot pour mot.

Hélas ! Dans le détail de l'argumentation, tous les aspects positifs de sa thèse se trouvent "retournés en leur contraire". Tenir compte de l'hétérogénéité du Tiers Monde ? B. Warren le traite comme un "corpus" de chiffres homogènes. Reconnaître son développement industriel ? B. Warren ne prête pas la moindre attention à la nature de cette industrialisation.

Donner la priorité aux causes internes ? B. Warren refuse tout simplement d'analyser la spécificité des structures socio-économiques dont il parle. Ne pas confondre anti-impérialisme et anti-capitalisme ? Mais chez B. Warren c'est au profit d'une véritable apologie du capitalisme. En finir avec la critique normative ? Mais pour Warren, ce n'est que pour rétablir la règle du moderne Moloch et de son grand prêtre Adam Smith : "Accumulez, accumulez, c'est la loi et les prophètes". Revenir au marxisme originaire ? En fait, au marxisme du XIXe siècle, celui des Strouvé et des Kautsky, qui s'est d'ailleurs si bien continué dans la IIIe Internationale, sous la plume de Staline : celui qui clame sa foi dans le développement inconditionnel des forces productives, appréhendé comme une croissance linéaire, univoque, et qualitative du stock de machines et du flux des marchandises.

Mais une telle religion n'a pas besoin de Marx. Elle a d'autres grands prêtres : les défenseurs traditionnels de la théorie bourgeoise de la croissance, tel Walt Rostow (2), et tous les modernes apôtres de la "réindustrialisation" et de la "politique de l'offre. Qu'elle reçoive aujourd'hui le renfort de marxistes allant déterrer chez le vieux barbu ce qu'il y avait de plus contestable, comme sa confiance dans les vertus prométhéennes du progrès technique capitaliste, cela en dit long sur la défaite idéologique des forces anti-capitalistes dans les années 70 (3). Nous y reviendrons, mais examinons d'abord quelques points nodaux de l'argumentation de B. Warren. Voulant prouver "l'illusion du sous-développement", de quoi nous parle-t-il ? Qu'en dit-il ? Et selon quels critères ?

D'abord, de quoi parle-t-on ? Du sous-développement, ce "non-existant", du néo-colonialisme, ce concept vide. Premier paradoxe redoutable dans lequel nous enferme B. Warren : il va nous démontrer, chiffres et faits à l'appui, que les pays dominés ne sont pas si sous-développés que ça. Malheureusement, pour ce faire, il doit partir d'un échantillon de pays, ne serait-ce que pour nous prouver que cet échantillon ne présente rien de particulier en matière de taux de croissance, etc...

Or, le simple choix des pays sur lesquels porte la démonstration montre qu'implicitement Warren admet ce qu'il nie : l'existence de pays qui font justement problème, et qu'il appelle prudemment le "Tiers-Monde". N'en font évidemment pas partie pour lui, les pays de l'Est, le Japon, l'Australie, la Nouvelle Zélande, etc...

./.

Mais alors quel critère préside à la délimitation du domaine "Tiers-Monde" ? L'auto-déclaration, de la part de ces pays ? Belle méthode, pour un marxiste, que de ne pas même fonder l'objet de son analyse !

Peut-être une origine historique commune ? Les anciennes colonies ? Mais on doit pouvoir compter sur les doigts de la main, hors de l'Europe Occidentale, les pays qui n'ont jamais subi le joug colonial sous une forme ou une autre : le Japon, la Thaïlande, l'Ethiopie, l'Afghanistan... Curieusement B. Warren semble oublier que tous les pays d'Amérique sont des produits de la colonisation !

La particularité des structures socio-économiques internes ? C'est, pour la plupart des marxistes, la racine du "sous-développement". Même pour Lénine, c'était le fondement de l'étape de la révolution "démocratique et anti-impérialiste" : étaient concernés tous les pays où n'avaient pas eu lieu, pour des raisons liées à la colonisation, une réforme agraire capitaliste. Et de fait, on peut difficilement comprendre la divergence du destin de deux anciennes colonies comme l'Argentine et l'Australie sans prendre en compte l'histoire de leurs structures agraires (4). Or Warren récuse cette analyse au nom d'un dogme prétendument marxiste de la dissolution inéluctable des formes pré-capitalistes. Les analyses en termes de survivance, ou de consolidation, de formes de productions particulières, de type semi-féodales ou latifundières, sont balayées d'un revers de main sans aucune analyse concrète. On est loin de la patiente étude par Lénine du "Développement du capitalisme en Russie" ! A quoi bon ? Puisque le capitalisme dissout inéluctablement tout ce qui n'est pas lui !

Or, toutes les analyses historiques marxistes ont montré exactement le contraire. Dès la colonisation espagnole, toutes les structures Maya, Aztèque, Inca qui pouvaient servir ont été consolidées et mobilisées au service de l'extraction des minerais (5), sans parler de l'esclavage "réinventé" pour l'agriculture coloniale. En Europe de l'Est, le capitalisme d'Amsterdam puis de Londres impose au XVIIe siècle le "second servage" (6) dont les dernières formes, plus ou moins abâtardies, ne seront abolies qu'en 1918 (c'est-à-dire à la chute des empires Turc, austro-hongrois et russe), voire en 1945 par les "démocraties populaires". Même en France, l'histoire de l'agriculture dément la thèse de Kautsky : la petite production marchande, bien plus profitable au capitalisme des firmes agro-alimentaires que les fermes capitalistes, constitue encore la base de l'exploitation du travail paysan (7).

./.

La dépendance extérieure structurelle serait-elle alors le critère de délimitation de l'objet de l'étude de Warren ? On pourrait le croire, puisque sa thèse plaide l'utilité de "l'importation" des rapports capitalistes ("Impérialisme, pioneer of capitalism..."). Mais curieusement Warren la nie aussi, au nom des deux arguments indéniables : la faible, et décroissante, importance des investissements extérieurs directs, et d'autre part la modification de la structure productive au détriment de la production primaire et en faveur de la production manufacturière.

Arguments certes dévastateurs, vis-à-vis de la "vieille" théorie de la dépendance, celle qui a bercé notre enfance de militants anti-impérialistes comme les rêves des bourgeoisies nationales, celle des années 60. Et il est facile, en 1980, de "démolir" les thèses de cette époque. Facile, mais nécessaire.

Encore eût-il fallu analyser concrètement par quoi a été remplacée cette dépendance. On ne comprend strictement rien à l'impérialisme aujourd'hui si l'on ne remarque pas les deux modifications essentielles intervenues pendant les années 70, et que je désigne dans mon article par "l'économie de crédit international" et par la "substitution d'exportation". C'est vrai, l'Anaconda et la United Fruit étaient de grands méchants loups plus commode à désigner du doigt (rappelons quand même que ce n'étaient pas des tigres de papier : on s'en souvient encore à St Domingue et au Chili). Aujourd'hui, le "contrôle externe" qui pèse sur le Tiers-Monde et lui arrache la valeur ajoutée par ses travailleurs, s'appelle : euromarché, FMI, sous-traitance, redevance d'ingéniering, dépendance technologique... Moins mobilisateur, je le reconnais. Raison de plus pour que les marxistes analysent et dénoncent ces mécanismes.

Car il ne suffit de vanter l'industrialisation fulgurante de certains pays du Tiers-Monde: Rostow avait depuis longtemps diagnostiqué ce "take-off". Il faut chercher quels rapports socio-économiques nouveaux s'expriment dans cette industrialisation (ce que j'essaie de faire, encore bien superficiellement). C'est seulement ainsi que l'on peut saisir, derrière le langage uniforme et plat des statistiques, ce qui distinguait jadis, ce qui distingue à nouveau, le centre de la périphérie, pas seulement les USA et l'Ouganda, mais plus subtilement l'Australie de l'Argentine. Et fondamentalement, il s'agit du type de rapports qui se noue entre les classes sociales dans la mise en place d'un régime d'accumulation. D'un côté (au centre), une cohérence entre les sections productives, entre la reproduction de la force de travail et la

réalisation de la plus-value relative, jusqu'à la "réussite" du cercle vertueux de l'accumulation intensive autocentrée d'Après Guerre. De l'autre (à la périphérie), des tentatives plus ou moins réussies de mimer ce "cercle vertueux", ou, à la faveur de ses besoins et de ses crises, de s'agrafer à l'accumulation centrale.

Aujourd'hui, cet agrafage, sur la base de conditions internes profondément différentes, provoque un éclatement de la "périphérie", avec l'apparition de "Nouveaux Pays Industriels". B. Warren veut bien concéder leur provisoire "dépendance technologique", qui ne serait que la condition de leur "rattrapage accéléré" : cette dépendance ne serait que mise en place d'une "interdépendance". Interdépendance de sous-traitant à donneur d'ordre, d'exécutant à décideur, de manuel à intellectuel, de débiteur à créancier... La technologie n'est pas un bien primaire qui pousse sur les arbres dans les forêts du Nord. C'est la matérialisation de rapports de production, qui s'installent et se reproduisent, de manière différente selon les formations sociales qui les adoptent ou se les voient imposées.

D'où l'erreur gigantesque de Marx, qui voyait déjà les chemins de fer révolutionner la société indienne, alors qu'un siècle plus tard le système des castes y est toujours en place, et que l'Inde n'est même pas classée "NPI". Mais Marx au moins offrait les outils capables de rendre compte de son erreur de pronostic (8).

B. Warren ne retient que la prophétie, et ignore et la réalité, et les outils. Polémiquant contre le "romantisme" des Samir Amin et des marxistes latino-américains (qui ont du moins le mérite de connaître les faits et d'utiliser, bien ou mal, les outils), lui ne cherche même pas à faire référence aux concepts fondamentaux du marxisme : rapports de production, plus-value, accumulation, reproduction, réalisation, etc... (9).

Résultat : une incapacité complète à analyser les "faits", eux-mêmes appréhendés empiriquement à travers ces lunettes extraordinairement particulières et déformantes que sont les statistiques. Oui, au vu de certaines statistiques, on peut dire que ces pays dominés, que Warren sait très bien désigner (même s'il refuse de les définir comme tels), "profitent" de l'impérialisme. Mais voyons les choses de plus près.

Passons d'abord sur quelques incroyables naïvetés (ou roublardises ?). La colonisation (chap.6) aurait fait reculer la faim, progresser la santé ! B. Warren n'a jamais entendu parler du génocide quasi-complet (et qui s'achève aujourd'hui en Amazonie) des populations amérindiennes. Il n'a pas entendu parler de la famine du Sahel en 1973-76 et de ses causes (10). Il met au crédit du capitalisme ce qui relève des progrès de la médecine (11), mais ne met pas à son débit l'immense inégalité de l'accès à cette médecine. Dans le Nordeste brésilien, un enfant sur deux meurt avant l'âge d'un an, dans le Tiers-Monde 50 millions d'enfants par an... Mais puisque la population croît !

Passons aussi sur la myopie prospective (chapitre 7-4) : B. Warren est mort en Janvier 78, ses chiffres les plus récents remontent à 1975, il me serait trop facile de lui reprocher de ne pas avoir prévu le formidable endettement du Tiers-Monde en 1981, étouffement du "miracle brésilien" en 1980, etc... Tout au plus, la dialectique marxiste aurait dû l'inviter à une certaine prudence.

C'est plutôt à la méthode de Warren, à la manière acritique dont il appréhende les "faits" et aux critères selon lesquels il les évalue, que je voudrais m'en prendre, car c'est cette méthode qui est la plus dangereuse pour le débat scientifique et idéologique.

Rappelons cette méthode : sur le "corpus" des pays du Tiers Monde, Warren amasse les statistiques du produit national, des échanges marchands, de la distribution du revenu, etc... et constate qu'elles ne présentent en coupe transversale, ni en série longitudinale, le "profil" traditionnellement attendu du "sous-développement" (chap.8 : The illusion of Underdevelopment : facts of Post-War Progress").

Remarquons d'abord qu'à tout mélanger, il ne faut pas s'étonner de ne rien trouver de spécifique. En mettant sur le même plan des pays luttant explicitement contre les tares du sous-développement et ceux qui le subissent de plein fouet, des "N.P.I." et des "Less Developed Countries", des pays sans matière première et des pays de l'OPEP, on obtiendra à coup sûr, de par les lois de la statistique, une image assez grise. Mais B. Warren, qui nous invite à prendre en compte l'hétérogénéité du Tiers-Monde, n'en tient lui

aucun compte. Pire, il désavoue par exemple ceux qui seraient tentés de mettre par exemple l'OPEP à part, sous prétexte que "it amounts to claiming that the LDC are all doing badly except for those that are doing well". Or là n'est pas la question. Il faut tenir compte de ce que les pays dominés ne "réussissent" pas de la même façon, mais il faut aussi examiner en quoi et comment même ceux qui bénéficient par exemple de la rente pétrolière restent des pays dominés (12).

Mais voyons ces statistiques elles-mêmes. C'est une excellente chose que les marxistes se confrontent aux statistiques, et la plupart des auteurs que je cite dans mon article sont des virtuoses du genre. Encore faut-il, selon le mot de Bachelard, "comprendre pour mesurer et non mesurer pour comprendre".

Prenons l'exemple du "GNP per capita". B. Warren s'émerveille de la croissance de cet indicateur dans les pays dominés, plus rapide même que celle des pays industriels au XIXe siècle. Or ce ratio mesure, selon des procédures d'agrégation et d'évaluation complexes et contestables, sur lesquelles Warren ne songe même pas à s'interroger, la croissance en volume, en valeur courante locale, ou en "valeur internationale", du produit marchand brut, rapporté à la population totale. En termes marxistes, son évolution reflète au moins trois mouvements différents :

* La modification du ratio "économie marchande voire capitaliste / économie naturelle". Si un village africain vivant en communauté est désintégré par la colonisation, et ses habitants réduits à la mendicité des bidonvilles, sauf quelques uns qui sont réduits au salariat, même à technique productive inchangée, le GNP/Capita augmente brutalement ! La salarisation est sans doute en fait le principal moteur de la croissance de ce ratio.

* La modification du rapport "produit net/amortissement du capital fixe". Si, à productivité du travail égal, on fait travailler sur des machines coûteuses mais mal utilisées des paysans ou des artisans qui travaillaient autrefois de leurs mains ou à l'aide d'outils rudimentaire, le GNP/capita augmente aussi ! La "mécanisation" du Tiers-Monde - dont la contrepartie est la nécessité d'acheter des biens d'équipements dont le volume croît plus que proportionnellement au GNP (13) - est sans doute la deuxième cause de la croissance de ce ratio.

* La croissance de la productivité du travail (c'est-à-dire la baisse de la valeur-travail des valeurs d'usage), si le GNP est mesuré en volume. C'est le seul mouvement qui justifierait à la rigueur le caractère "progressiste"

des deux phénomènes précédemment cités. De nombreuses études sur le terrain laissent croire que le fordisme est loin de susciter, dans les pays dominés, les mêmes gains de productivité horaire du travail que dans les pays dominants.

On pourrait de même critiquer tous les autres indicateurs statistiques utilisés par Warren. Mais voyons plutôt les critères au nom desquels il apprécie les "faits" qu'il croit déceler (critère, au sens où par exemple je viens d'admettre que c'est une bonne chose si la productivité horaire du travail augmente). Là, je dois dire que le "critère de Warren" me laisse pantois : "la situation est-elle meilleur ou pire (en terme de GNP/capita etc...) que si la colonisation ou toute intervention extérieure n'avait pas eu lieu ?"

D'abord je me demande comment Warren a pu imaginer (je ne parle pas de mesurer !) ce que serait aujourd'hui le niveau de vie dans l'empire des Aztèques, des Incas, du Ghana ou du Bénin si la colonisation ne les avait pas détruit dans les siècles passés, et s'ils avaient évolué selon les seules luttes de classes internes.

Après tout, l'empire musulman avait une confortable avance culturelle et économique à la fin du Moyen-Age, et inversement rien de ne laissait prévoir (14) à la veille du Meiji, en 1850, que la féodalité japonaise allait brutalement se lancer dans une "révolution par en haut" à la prussienne.

Mais, au delà du caractère éminemment discutable, d'un point de vue scientifique, de cette science-fiction rétrospective comparative (15), l'argument de B. Warren est d'une extrême gravité politique. Outre sa ressemblance avec l'argument raciste traditionnel ("si vous n'êtes pas content, vous n'avez qu'à remonter dans vos arbres") et surtout avec l'argument social-chauvin des Partis Communistes ou Social-Démocrates d'Europe vis-à-vis des luttes de libération nationale (voir le PCF après 1945 vis-à-vis de la révolution algérienne), on ne peut qu'être frappé de sa similitude avec l'apologie du capital, quand il s'agit de la critique du salariat : "être salarié, c'est toujours mieux qu'être chômeur". Bien sûr que le niveau de vie du l'ouvrier de chez Renault, en 1981, est supérieur à celui du paysan sans terre à l'aube de la révolution industrielle. Et alors ? Est-ce une raison de ne pas lutter contre l'exploitation capitaliste ? Bien sûr que l'ouvrier reçoit un salaire. Et alors ? Est-ce une raison pour abandonner la plus-value au capital ? Derrière tout le discours de B. Warren sur "l'avantage réciproque", "l'interdépendance", entre dominants et dominés dans les rapports impérialistes, on ne retrouve pas seulement le discours proimpérialiste classique. On retrouve

intégralement, mutatis mutandis, le discours procapitaliste.

Prenons la question du "drain of surplus" (p.141), sans chicaner les spécifications embarrassées de Warren, incapable de distinguer dérivée première et dérivée seconde (16). L'important est que Warren admet la légitimité d'un "drain of surplus" (relatif ou absolu, qu'importe) : "But since investment is generally value-creating, it does not follow that an excess of repatriated profits over the original investment necessarily represents an absolute drain : the value-added will have also increased wages, salaries, and government revenues - a net gain compared to the situation if there had been no foreign investment". Oui, vous avez bien lu, tel est l'argument d'un homme qui, au nom du Marx originaire, prétend condamner la plus grande partie du marxisme post-léniniste ! En réalité, même le Marx de 1844, encore ignorant de la plus-value, aurait déjà rejeté un tel argument, typique de la plus grossière apologétique. Ce n'est pas "l'investissement" qui crée la valeur, contrairement à la thèse de la "rémunération des facteurs" (capital-profit, travail-salaire), c'est l'exploitation du travail (17). Si "équitable" que soit le salaire, il implique toujours une exploitation (supérieure à 100 % dans le cas ici évoqué par Warren !). Que le capital variable avancé soit national ou extérieur ne fait rien à l'affaire, du point de vue du rapport capitaliste. Mais du point de vue des rapports internationaux (ou d'ailleurs interrégionaux) il en va tout différemment : si la plus-value extraite sur un territoire est systématiquement réexportée vers un "centre", le taux d'accumulation sera plus faible qu'au centre, le "développement" du capital sera retardé, c'est-à-dire que moins d'emplois seront créés que si le capital avait été national, et le "cercle vertueux" de l'accumulation intensive, avec ses effets positifs y compris pour les classes exploitées, ne pourra pas se mettre en place.

Il y a donc au moins autant de raison, sinon plus, de combattre le capital extérieur que le capital "tout court". Mais c'est là, exactement, que la thèse de Warren bascule. On aurait pu croire qu'il entendait nous dire "Ne combattez pas l'impérialisme parcequ'il introduit une exploitation étrangère, combattez le en tant qu'exploitation tout court". Mais Warren, nous venons de le voir, trouve justement légitime l'exploitation capitaliste. Sa thèse est au fond la suivante : ne combattez pas l'imperialisme, car il accélère la diffusion du capitalisme, et le capitalisme c'est bien, "fonctionnel", "appropriable to economical growth".

./.

Telle est en effet la thèse, éculée d'Adam Smith à W. Rostow mais toujours hégémonique (18), que B. Warren martèle sur tous les tons dans le chapitre final. Oui, les inégalités s'accroissent, tant mieux: cela "encourage la nécessaire mobilisation des compétences et des énergies", "cela révèle les talents d'entrepreneurs". Oui, bon, ces aspects sont "likely to be most severe in earliest stages", mais avec la généralisation du secteur moderne, tout cela finalement ouvrira à la population le paradis de la société post-industrielle que nous promettaient Colin Clark et Walt Rostow.

Oui, dans les bidonvilles, une humanité grouillante survit par l'économie informelle : tant mieux, cela permet la production à très bas prix des biens de consommation essentiels, c'est donc tout à fait fonctionnel au développement du secteur moderne, lequel nous mène (voir plus haut) au paradis. L'activité des prostituées ne doit-elle pas être "regarded as socially beneficial in cities with large male immigrant populations" ?

Ici, les warrenists vont sourire : "ces pauvres anti-impérialistes romantiques (et probablement latins) ne sont guère sensibles à l'humour !" Nous reviendrons dans un instant sur la question de l'indignation morale. Mais parlons encore un peu d'économie. L'axe de l'argumentation de Warren est clair : tout ce qui apparaît "difforme" dans les pays sous-développés n'est pas le contrepartie synchronique du développement impérialiste du capital, mais la réalisation simplement retardée, décalée dans le temps, de l'accumulation capitaliste primitive dans ces pays. Les pays sous-développés sont simplement "en retard", la domination extérieure ne fait qu'accélérer leur avance : thèse fondamentale des libéraux, théorisée depuis longtemps par les Rostow et autres, thèse hégémonique dans la presse, l'université, et les organismes internationaux. D'où l'argument de la "fonctionnalité" (malgré tout) de la difformité, des inégalités, de la marginalisation des masses.

Très significative est la bataille sémantique autour du couple "intégration / désintégration (ou marginalisation)" et l'exemple de la prostitution est excellent. "In fact, dit Warren, so-called marginalisation is a way of referring to the anarchic, chaotic, unplanned, sometimes brutal, but nevertheless vigorous fashion in which urbanization expands the market, stimulates commercialization of the whole of society (especially the agricultural sector) and thereby increases the division of labour and thus the *integration* of society, as Adam Smith noted long ago".

En apparence, Warren se situe ici sur le terrain (commun à A. Smith, K. Marx et Lénine) des conditions de l'accumulation primitive : dissolution de l'économie naturelle, développement du capitalisme marchand et manufacturier, etc... En réalité, il suffit de passer au cas limite, "l'économie-bordel" de Saïgon, vivant intégralement de la redistribution de dollars d'origine extérieure pour comprendre que la "dissolution des liens naturels et particuliers" n'implique en aucune manière la reconstruction d'une cohérence sociale, économique et culturelle à un niveau supérieur. Elle fut certes la condition historique de l'émergence ultérieure de la logique "fordiste", qui engendra l'état providence social-démocrate des pays de l'O.C.D.E.. Mais telle qu'elle se développe aujourd'hui à la périphérie des circuits productifs et redistributifs mondiaux, elle prend un tout autre sens : celui justement qui distingue un centre d'une périphérie.

Quand Warren note que le secteur informel produit "essential goods at relatively low costs", cela signifie que la formidable surexploitation des femmes, classe exploitée de l'économie informelle, permet la production d'une force de travail à coût incomparable plus bas que sa reproduction dans le cadre du "cercle vertueux" de l'accumulation intensive. Cette force de travail reproduite presque entièrement à l'extérieur du capitalisme ira pourtant travailler dans une quelconque exploitation d'agriculture d'exportation, ou dans l'établissement "délocalisé" d'un circuit de branche fordiste.

Dans ce sens, il y a bien à la fois "intégration" et "marginalisation": intégration au sens de la fonctionnalité par rapport à une surexploitation capitaliste-impérialiste, marginalisation au sens de la perte du caractère "autocentré" de la reproduction socio-économique, caractère en un sens commun à l'économie villageoise... et au régime central d'accumulation intensive.

Même dans la logique des Rostow et des Warren, le développement difforme des rapports marchands capitalistes dans les pays dominés n'est donc pas nécessairement la promesse de lendemains qui chantent.

Et même si c'était le cas ? De quel droit, au nom de quel norme, interdire aux peuples et aux nations dominées, aux classes exploitées, de se révolter dans l'attente de cet avenir radieux ? Car c'est bien la conclusion politique des livres de Rostow comme du livre de Warren : les tentatives "populistes" de résistance à l'impérialisme et au mal-développement sont

"inappropriate, unjust, undemocratic". Naturellement : elle ne sont qu'un frein au développement des forces productives, mission qui incombe au capitalisme. Condamner ce mode de croissance au nom des injustices et de la détresse qu'il entraîne, ce serait, selon Warren, du "moralisme". D'authentiques savants (comme Warren) n'ont, eux, qu'un but en tête : la croissance des forces productives, et "l'unification de l'humanité" ! Au regard d'une si noble hauteur de vue, comme elle paraît mesquine la révolte des paysans, des ouvriers, des femmes (femmes au foyer, à l'usine, ou prostituées). Et comme on s'étonne qu'un esprit aussi fort que Marx ait perdu son temps à organiser le mouvement ouvrier mondial, et à soutenir le mouvement de libération national irlandais, y compris contre les organisations ouvrières anglaises !

Et pourtant Warren peut à bon droit se réclamer d'un aspect de l'oeuvre de Marx (celui qui contemple, fasciné, la marché historique du capitalisme, "à travers la boue et le sang") et surtout d'une facette de la postérité marxiste. La pire, hélas : le marxisme de la IIe internationale, mécaniste, économiste, productiviste et en définitive cynique. Ce marxisme avec lequel rompra politiquement Lénine, mais qui sera projeté vers de nouveaux sommets au nom de "l'accumulation socialiste primitive" chez Staline ou chez Deng Xiaoping.

Ce marxisme là voyait, voit encore, dans le "développement des forces productives" l'index du progrès du char de l'Histoire, et considère les générations de chair et de sang comme du simple combustible à sacrifier au Dieu Progrès, au nom d'un avenir paradisiaque sur quoi déboucherait notre vallée de larmes (19). Ce marxisme là n'est que l'intériorisation par le mouvement ouvrier des mythes positivistes de la bourgeoisie européocentriste du XIXe siècle (20). Ce marxisme là, tous les révolutionnaires pratiques, de Lénine à Mao en passant par Gramsci, (qui prônait "la révolution contre Le Capital") ont dû rompre avec lui. Version "de gauche" de la mythologie productiviste, il a justifié toutes les capitulations social-démocrates, comme toutes les abominations staliniennes.

C'est de ce marxisme là dont on parle quand on parle de "crise du marxisme". C'est le dégoût qu'inspire ce marxisme là qui détourne de toute référence marxiste un nombre croissant d'ouvriers et les nouveaux mouvements sociaux (féministes, écologistes...), à l'Est comme à l'Ouest. C'est l'identification de ce marxisme là au projet bourgeois d'industrialisation inconditionnelle qui a détourné, dans bien des pays du Tiers-Monde (Iran, Egypte, etc...), les masses et les intellectuels révolutionnaires des idéologie

"laïques" et du marxisme, et a rejeté leur révolte vers les idéologies réactionnaires et cléricales.

En ce sens, le livre de Warren, gifle à la figure des "modernes", des déshérités du "progrès" capitalistes, est le plus beau cadeau que le "marxisme occidental" ait fait, ces dernières années, aux Frères Musulmans.

A. LIPIETZ

NOTES

- 1) Je suis essentiellement redevable de cette rupture (d'avec les thèses traditionnelles sur la dépendances) aux travaux de deux chercheurs latino-américains Carlos Ominami et Ricardo Hausmann. Voir la bibliographie de "Mondialisation du fordisme", ainsi que C. Ominami, "Aperçu critique, des théories du développement en Amérique Latine", Revue Tiers-Monde, n°80 Oct-Déc. 1979.
- 2) Walt Rostow, The stages of economic growth, Cambridge University Press, 1980.
- 3) Voir le ralliement d'A. Emmanuel à des thèses assez proches de celles de B. Warren (Technologie appropriée ou technologie sous-développée, P.U.F., 1981).
- 4) On peut évidemment se rallier aux explications "psychologistes" à la Weber, opposant l'éthique protestante capitaliste et l'éthique catholique. F. Braudel [1980] et A.G. Frank (L'accumulation primitive 1500-1800, Calman-Lévy) ont correctement démolé ces absurdités.
- 5) Voir A.G. Frank, op. cit.
- 6) Voir Braudel [1980]
- 7) Voir Lipietz [1977]
- 8) Dans un travail de 1972 (Sur les pratiques et les concepts prospectifs du matérialisme historique, D.E.S. Paris I, Mimeo), mon ami H. Rouilleault et moi utilisons le passage sur la colonisation des Indes, que Warren cite p.41, comme exemple de la prophétie erronée, contrastant avec les anticipations lumineuses de Marx sur le travail à la chaîne; et nous attribuons cette erreur à la projection induite d'une tendance abstraite du capitalisme dans une réalité concrète (celle de l'Inde colonisée) qui la surdétermine. Pour cela, nous y appuyons sur les théories marxistes de l'impérialisme. Il est curieux que Warren se contente d'opposer Marx à ces marxistes... sans même signaler que les faits ont démenti Marx, du moins au terme d'un siècle, ce qui n'est pas rien, même pour une "tendance historique".
- 9) De ce point de vue, et malgré une certaine suffisance nord-européocentriste, B. Warren est en retard d'une guerre par rapport aux termes actuels du débat entre marxistes latino-américains. Voir par exemple le débat sur le cas brésilien, R.M. MARINI versus F.M. CARDOSO et J. SERRA dans Revista Mexicana de Sociología (Numéro Extraordinario), 1978, UNAM, Mexico.

b.

- 10) Voir Comité Information Sahel, Qui se nourrit de la famine en Afrique ? Maspéro, 1975, Paris.
- 11) Bien sûr qu'il y a un lien entre les deux, que les découvertes (tardives!) de Pasteur et de Fleming sont en un sens le sous-produit des progrès de l'optique industrielle et du rationalisme bourgeois. Mais ce lien n'a rien d'univoque. Le capitalisme manufacturier et marchand, bien plus développé dans l'Europe du XIVe-XVe siècle qu'en Ouganda aujourd'hui, n'a pu empêcher la peste d'anéantir les deux tiers de la population. Inversement, la politique sanitaire de la Chine de la Révolution Culturelle fut bien plus efficace que celle des pays capitalistes dominés, à "développement quantitatif" équivalent.
- 12) Tout au long de l'Histoire, les pays colonisés ou dominés ont connu des "booms" semblables qui n'en ont pas fait des pays développés (au Brésil : booms du café, du sucre, du diamant...). Pour le cas du pétrole au Vénézuéla, voir HAUSMANN et OMINAMI [1981].
- 13) Il me semble que c'est là le principal problème de la balance commerciale des pays dominés. On discutera à l'infini sur la "dégradation des termes de l'échange", à tel point que T.H. NIEP ("Trends in term of trade of LDC", Working paper 8106, Univ. de Laval, Québec) en arrive à faire des statistiques... sur les résultats discordants auxquels parviennent plus de 80 auteurs ! Mais le problème est moins celui des prix relatifs que des effets-volumes.
- 14) S. AMIN [1973] a du moins le mérite d'avancer des hypothèses sur ce qui prédisposait les "modes de production tributaires décentralisés" à se tourner spontanément vers le capitalisme, davantage que les empires tributaires centralisés.
- 15) Lorsqu'il se hasarde à ces plongées rétrospectives, B. Warren a recours à des témoignages curieux. Ainsi, il cite un colon qui explique avec satisfaction qu'au Ghana en 1946 le revenu de la famille villageoise lui permet d'acheter largement "toute la nourriture dont elle a besoin", ce qui contrastait à la fois avec la situation quasi préhistorique du début du siècle, et la situation d'alors (1946) du paysan roumain. Outre qu'on aimerait des témoignages plus impartiaux sur la situation dans l'empire du Ghana avant la colonisation et en 1946, on ne peut que remarquer la dégradation de la situation présente (1981) du paysan Ghanéen par rapport à sa situation de 1946... et à la situation présente du paysan roumain.

./.

16) "For such a drain of surpluses to retard economic development it must be an absolute drain". Parler de "retard au développement" évoque une dérivée seconde (vitesse de développement positive, mais inférieure à celle des pays dominants) qui peut être expliquée par une "transaction inégale" (il y a une accumulation positive des deux côtés, mais moins accélérée du côté dominé).

"Absolute drain" implique au contraire une variation négative du capital accumulé. 17) Le capitaliste répondra sans son avance de capital constant et

variable le salarié n'aurait pas pu travailler : c'est en somme lui qui "donne du travail" au salarié. En fait, c'est le salarié qui lui "donne" sa plus-value, et ainsi reproduit sa condition de prolétaire, séparé des moyens de production, obligé pour vivre de vendre sa force de travail.

18) Les Editions Verso présentent le livre de Warren comme "original, iconoclastic". Iconoclastic pour le petit milieu de la "New Left" occidentale. Mais parfaitement conforme à ce qui se dit et s'écrit dans la plus grande partie de la presse comme des milieux académiques.

19) Voir le véritable petit catéchisme, qui doit plus à Auguste Comte qu'à Karl Marx, que nous assène E. Warren au chap.2 (le Capitalisme, moteur du progrès technique et culturel, "the progenitor of socialism"). Catéchisme auquel s'accrochait encore A. Labriola, malgré ses doutes, à la fin du siècle dernier, et que la triste histoire du XXe siècle est venue démentir.

20) Filiation hautement revendiquée par Warren (p.137).

If we say,

with Emerson, that 'imperialism scattered the revolutionary seeds of Western civilization in haphazard fashion over the surface of the globe and started them on the first flowers of their growth,'²⁴ then as Marxists, products of that civilization who aspire to carry it to new heights, we must accept the view that the epochal imperialist sweep was indeed a titanic step towards human unity (on the basis of the greatest cultural and material achievements so far attained by humanity).